



Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Auvergne-Rhône-Alpes

Unité interdépartementale Loire/Haute-Loire  
2 avenue Grûner  
Allée C  
42000 St Etienne

St Etienne, le 11/07/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **RDS**

Allée Lavoisier  
ZI Molina la Chazotte  
42350 La Talaudière

Références : UID4243-DSSP-025-273  
Code AIOT : 0010500208

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2025 dans l'établissement RDS implanté ZAC les Vollons II 42160 Andrézieux-Bouthéon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite a été réalisée conjointement avec un inspecteur du département de métrologie de la DREETS qui a procédé au contrôle du pont bascule de l'établissement.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RDS

- ZAC les Vollons II 42160 Andrézieux-Bouthéon
- Code AIOT : 0010500208
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités exercées par la société RDS étaient autorisées depuis 2005. A partir de 2014, l'activité a été étendue sur la parcelle mitoyenne au sud, dans l'emprise de la zone industrielle.

La régularisation de cette extension s'est effectuée dans le cadre d'une nouvelle demande d'autorisation pour l'ensemble du site (initialement autorisé + extension). Un nouvel arrêté d'autorisation d'exploiter a été délivré le 18/05/2020.

Les activités consistent en du regroupement, transit, tri de déchets d'activités économiques non dangereux (principalement papiers, cartons, plastiques, métaux) et en du traitement par broyage de déchets de bois non traités et de déchets verts.

Une activité de regroupement, transit de déchets dangereux est également réalisée. Il s'agit de déchets d'emballages vides souillés.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- Déchets
- Risque incendie

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Modalités d'entreposage des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 8.2.7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Exercice de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1	Sans objet
4	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV	Sans objet
5	Traçabilité des déchets	Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un porter à connaissance des modifications des conditions d'exploitation est à transmettre. Celui-ci devra comporter la ré-évaluation des effets thermiques compte-tenu des hypothèses initialement retenues, en particulier concernant les hauteurs de stockage.

Des envols de poussières de bois ont été constatés après la visite. La hauteur des stocks est à diminuer pour limiter ces envols. En outre, l'arrêté préfectoral prévoit l'humidification des bois broyés pour limiter ces envols. Cette disposition est à mettre en place.

Concernant la défense incendie, l'exploitant a bien pris en considération les dispositions introduites par l'arrêté du 22/12/2023 avec l'élaboration d'un plan de défense contre l'incendie et la réalisation d'exercices de défense. Des améliorations sont néanmoins à apporter pour faciliter la lecture des informations contenues dans le plan de défense et sa mise à disposition auprès des services d'incendie et de secours.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Plan de défense contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><b>I. Plan de défense contre l'incendie.</b></p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ;</li> <li>• l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>• les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;</li> <li>• les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;</li> <li>• le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;</li> <li>• le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;</li> <li>• des plans des entreposages intérieurs et extérieurs contenant des déchets avec une description des dangers, et le cas échéant l'emplacement des murs coupe-feu, des commandes de désenfumage, des interrupteurs centraux, des produits d'extinction et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;</li> <li>• le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ;</li> <li>• les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées prévu à l'article 13 sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées, et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui</li> </ul>

<p>sont susceptibles d'en découler ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>le cas échéant, la localisation des petits îlots et les déchets qu'ils sont susceptibles de contenir.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de défense incendie est réalisé et disponible sur le site. Une copie à destination des services d'incendie et de secours est conservée dans une boîte à l'extérieur des bureaux, sous le hangar de tri/presse à balle.</p> <p>L'ensemble des éléments requis est présent. Les plans ne sont cependant pas très lisibles, de même que la copie des FDS.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Les plans de situation des réseaux d'alimentation et de collecte doivent être rendus plus lisibles. La copie miniaturisée des FDS des produits détenus est également peu lisible. L'exploitant a proposé d'intégrer la totalité des fiches au plan de défense. Cela apparaît préférable à la copie miniature, néanmoins, l'arrêté prévoit seulement que le plan contienne les modalités selon lesquelles les FDS sont disponibles.</p> <p>Le plan doit également indiquer les modalités selon lesquelles l'état des matières stockées est tenu à disposition.</p> <p>L'emplacement du boîtier contenant le plan de défense est à revoir pour être plus facilement accessible au service d'incendie et de secours (entrée du site).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

## N° 2 : Exercice de défense contre l'incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 10-1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les installations enregistrées ou autorisées au 1er janvier 2024, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024.</p> <p>Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un exercice de défense contre l'incendie a été réalisé le 09/09/2024. Un compte-rendu a été établi et est disponible sur le site.</p> <p>L'exploitant prévoit le renouvellement de l'exercice tous les ans.</p>

N° 3 : Modalités d'entreposage des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/05/2020, article 8.2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risque incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les aires de stockages extérieures sont délimitées par des murs coupe-feu 2 heures de : <ul style="list-style-type: none"><li>• 6 mètres de haut pour les secteurs DAE, Bois A, Bois B et déchets verts ;</li><li>• 4 mètres de haut pour les autres zones de stockage.</li></ul> Les aires de stockage dans le bâtiment (atelier sous hangar) sont délimitées par un marquage au sol et réalisées de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none"><li>• cartons : zone de stockage de 8 mètres x 8 mètres dans l'angle Nord-Est de l'atelier, sur une hauteur maximale de 8 mètres ; située à plus de 7,5 mètres de la zone de stockage des plastiques ;</li><li>• plastiques : zone de stockage de 10 mètres x 5 mètres au centre de l'atelier, sur une hauteur maximale de 4 mètres ; et située à 7,5 mètres de la paroi Nord de l'atelier, à 5 mètres de la paroi Sud et à 12,5 mètres de la paroi Ouest.</li></ul>
<b>Constats :</b>  L'organisation des stockages a été modifiée par rapport à la situation autorisée par l'arrêté préfectoral du 18/05/2020. Cette situation avait déjà été constatée lors d'une visite en octobre 2022, à la suite de laquelle un plan des stockages (en date du 05/12/2022) avait été transmis. Les déchets de bois et de déchets verts initialement entreposés dans la partie centre-ouest du site avaient été déplacés en limite Sud, limitrophe du site Soforec. Des casiers de stockage en blocs béton, avec des murs d'environ 6 m de haut, avaient été aménagés pour l'entreposage de ces déchets. Lors de la visite, il est constaté que les déchets verts sont entreposés en partie centrale, à proximité de la zone de stockage des emballages vides souillés. La partie ainsi libérée au Sud-Est est utilisée pour l'entreposage des déchets triés Ecomobilier. Le secteur centre-ouest a fait l'objet d'une imperméabilisation et d'un aménagement avec des casiers pour l'entreposage de déchets triés. Les hauteurs de stockage sont en conformité avec les dispositions de l'arrêté préfectoral mais sont en contradiction avec les hypothèses retenues dans les modélisations des flux thermiques de l'étude de dangers. En effet, l'arrêté fixe une hauteur de stockage de 6 mètres alors que les modélisations ont été faites avec des hauteurs de 4 m pour les déchets de bois et 3 m pour les DAE.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Un porter à connaissance des modifications des conditions d'exploitation est à transmettre avec les éléments d'appréciation. Un plan des installations avec les zones de stockage est à joindre à ce dossier. Une ré-évaluation des flux thermiques est également à réaliser afin de vérifier que les conditions de stockage permettent de contenir ces effets à l'intérieur du périmètre et

<p>n'entraînent pas d'effet domino au sein du site.</p> <p>Les hauteurs de stockage des déchets de bois sont à rabaisser afin de maintenir l'effet coupe-feu des blocs béton. En outre, après la visite, il a pu être observé des envols importants de poussières de bois : l'abaissement de la hauteur de stockage permettra de limiter ces envols.</p> <p>Il est rappelé en outre les prescriptions de l'article 3.1.5 de l'arrêté du 18/05/2020 qui prévoient l'humidification des stocks de déchets de bois broyés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : État des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13-IV
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).</p> <p>En compléments du registre prévu à l'article R. 541-43 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour, au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel est tenu à disposition de l'inspection des installations classées indiquant nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un état des stocks est réalisé de manière hebdomadaire pour les déchets non dangereux, et de manière quotidienne pour les déchets dangereux. Ces états ont été communiqués lors de l'inspection.</p> <p>Ils sont établis par estimation visuelle des volumes présents par type de déchets, puis ce volume est converti en tonnage. Un croisement avec les données des bons de pesées est effectué.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Traçabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/05/2021, article 1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Registre entrées/sorties de déchets</p>
<b>Constats :</b>

L'ensemble des entrées et sorties de déchets est enregistré par l'intermédiaire d'un logiciel qui permet de consigner les informations requises.

Des extractions sur les entrées et les sorties ont pu être réalisées à la demande de l'inspection. Il n'est pas constaté d'anomalie si ce n'est l'absence de numéro et de date de validité des récépissés de transport de déchets. Il semble que la vérification ait lieu à l'échelle du groupe, sans que les informations soient consignées dans le logiciel.

Quelques expéditions de déchets sont réalisées à l'étranger (Espagne). Il s'agit de bouchons en aluminium. Une expédition a eu lieu le 02/07/2025 : le document d'information relatif à ce transfert est renseigné et disponible sur le site.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Vérifier la disponibilité des informations relatives aux récépissés de transport de déchets

**Type de suites proposées :** Sans suite